

La reconversion d'un économiste

Jacques BRIARD

OLIVIER LEFEBVRE, **DE LA FINANCE** *À LA PERMACULTURE*

En tant qu'économiste, Olivier Lefebvre a accumulé pas mal d'expériences importantes dans le monde des affaires privées et publiques. Avant de se tourner, avec son épouse juriste, vers la promotion de projets liés à l'agroécologie dans le Condroz et à Waterloo.

Namurois « fier de l'être avec un arrière-grand-père de Gesves », Olivier Lefebvre est passé par le scoutisme lors des changements pédagogiques d'après Mai 68, avant d'entamer des études en économie aux Facultés Notre-Dame de la Paix. Un cursus qu'il a poursuivi à l'Université catholique de Louvain, puis enrichi par un master aux États-Unis et un doctorat en sciences économiques à l'UCL. Après avoir partagé ses activités entre l'université et le monde bancaire, il a collaboré durant six ans avec Philippe Maystadt. Celui-ci avait accroché au mur de son cabinet de la rue de la Loi une pièce d'un grand puzzle qui lui avait été remise à Floreffe, au cours d'une campagne pour l'annulation de dettes de pays en développement. Comme conseiller puis chef de cabinet de ce ministre des finances social-démocrate, il avait notamment, à son agenda, les réformes à accomplir sur le marché financier belge et la modernisation de la dette publique de la Belgique. Cette fonction l'a conduit à s'engager à un autre niveau. Il est ainsi devenu directeur de la Bourse de Bruxelles puis, en septembre 2000, cofondateur de Euronext, afin de « rapprocher au plan boursier Bruxelles de Paris et d'Amsterdam, comme cela est toujours le cas ». Il en a démissionné en 2007, attiré par de nouveaux centres d'intérêt.

CONVERSIONS SUCCESSIVES

Tout en restant un économiste soucieux d'efficacité et de bonne gouvernance, Olivier Lefebvre a connu une première conversion en visionnant *Une vérité qui dérange*, le documentaire alertant sur le changement climatique réalisé par l'ancien vice-président américain Al Gore. Il s'est alors intéressé aux rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Sa deuxième conversion, décisive, est liée à un autre film : *Demain*, de Cyril Dion et Mélanie Laurent, où sont présentés de multiples expériences alternatives menées dans plusieurs pays et continents. L'une d'entre elles concerne la ferme du Bec-Hellouin, en Normandie, où l'on pratique

la permaculture, et où il décidera d'aller s'y former avec son épouse, Anne-Sophie Pijcke.

Ces documentaires l'amènent à constater qu'à force d'avoir voulu être efficace à court terme, le système économique est devenu moins durable, car trop extractif de valeurs aux dépens de l'environnement. « En d'autres termes, déplore-t-il, notre apparente prospérité actuelle est de plus en plus 'à crédit' sur celles des générations futures et sur leur niveau de vie. »

La caricature de cette dérive est, à ses yeux, le mode agroalimentaire qui applique à l'agriculture ce qui a été mené avec succès dans l'industrie : les effets de tailles impliquent une spécialisation des activités et une standardisation des produits, ainsi que l'intensification du capital.

Or on est là sur du vivant, en interface avec la nature, et le résultat de cette agriculture industrielle visant à produire à moindres coûts entraîne un effondrement de la qualité des sols, de la biodiversité, etc. Ce modèle est aussi non durable économiquement et socialement. Il a structurellement appauvri les producteurs, puisque tous les gains réa-

lisés par les agriculteurs ont été « captés » par leurs clients (l'agro-industrie et la grande distribution), par leurs fournisseurs d'intrants et d'équipements et par les banquiers, vu la charge croissante des investissements.

DE MULTIPLES ENJEUX

De cette situation découle une consommation qui n'apporte pas le bonheur. Elle cause des problèmes de santé publique et n'est pas tenable, surtout pour les générations futures. Alors que l'agroécologie, agriculture sur sol vivant et riche en micro-organismes, est à l'image de ce qui se passe au niveau des intestins, et combine les enjeux sociétaux, sociaux et environnementaux. « Elle n'érode pas l'environnement, mais l'améliore, remarque l'économiste. Elle libère le producteur de la plupart de ses intrants et produit des aliments goûteux et pleins de nutriments. »

En compagnie de son épouse, Olivier Lefebvre s'est ainsi lancé, il y a trois ans, dans la permaculture sur deux implantations distinctes : à La Préale, une ferme avec bâtiments et terrains à Achet (Hamois), un village du Condroz namurois, et à Waterloo, à la ferme de La Papelotte. Ils se sont donné cinq ans pour prouver que la terre et l'environnement détiennent des dimensions sociales précieuses, que leur démarche est durable et rapproche de l'essentiel. À Achet, de nouveaux projets se sont ajoutés à l'agroécologie : une boulangerie, un gîte, des vignes, un verger, une coopérative et une halle comme lieux de socialisation, qui intéressent visiblement déjà la centaine de familles venues sur place.

LE POLITIQUE À LA TRAÎNE

Avec Perma-Projects, le couple s'est aussi donné pour objectif de soutenir tous ceux et celles, dont des jeunes, qui voudraient se lancer dans ce type de démarches. Et cela, à travers la mise à disposition d'infrastructures, de supports humains et techniques ainsi que de services aux plans comptable, financier, juridique, administratif, commercial, etc. À la question de savoir si les décideurs politiques, économiques, financiers et sociaux pourraient s'engager dans de telles voies, Olivier Lefebvre, qui connaît bien ces milieux, apporte une réponse à la fois positive et nuancée : « Il est clair que ces décideurs doivent désormais tenir compte du fait que beaucoup d'initiatives citoyennes et locales expérimentent des alternatives, mais également que les entreprises, y compris les plus grandes, réinventent leurs métiers. Par ailleurs, beaucoup de choses se passent au niveau réglementaire européen et sont ignorées du grand public. »

« Des propositions sont faites qui peuvent avoir des impacts sur les entreprises. Comme, par exemple, la réglementation bancaire liée aux risques climatiques et le devoir de vigilance des entreprises qui va augmenter leurs responsabilités sur le plan environnemental et social. Oui, il y a moyen de changer les choses parmi les citoyens et dans les entreprises. Mais c'est au niveau des politiques que cela bouge le moins vite, parce que penser à la durabilité, c'est-à-dire aux enjeux à long terme, n'est ni dans leur ADN ni dans les horizons électoraux. Aussi, je crois que l'existence de comités d'experts et de panels citoyens pourrait aider les décideurs politiques en ces domaines. » ■

Infos : permaprojects.be/

« L'agroécologie libère le producteur de la plupart de ses intrants et produit des aliments goûteux et pleins de nutriments. »